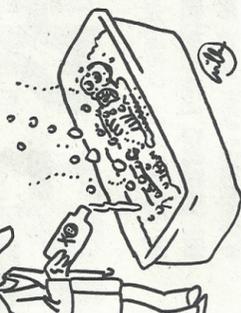


J'AI DÉCIDÉ DE DISSOUDRE JEAN-CLAUDE MÉRY



La cassette vidéo sur les pots-de-vin

Quelques médailles de plus aux J.O. et Chirac s'en tire. Page 3

Spécial Marseille

Le port, les décharges, l'écologie et les inondations. Pages 8 à 11

10 CHARLIE HEBDO Mercredi 27 septembre 2000

MARSEILLE:

RIEN POUR LE RECYCLAGE, TOUT POUR VIVENDI!

Victor Hugo fait du lobbying



Victor Hugo Espinosa doit son double prénom à l'amour immodéré de son grand-père pour l'auteur des *Misérables*. Mais dans le Chili de Pinochet, cette référence ne l'a pas beaucoup aidé. Obligé de fuir son pays, il arrive en France avec, sous le bras, son diplôme d'ingénieur et quelques convictions humanistes. Aujourd'hui, c'est le conseiller d'arrondissement le plus dingue et le plus actif de la gauche marseillaise. À la tête de son association Écoforum, qui fédère tout ce que Marseille compte d'associations de défense de l'environnement, il se bat pour que les calanques deviennent un parc national, pour que Gaudin abandonne l'idée d'implanter un super-incinérateur à deux pas de l'Estaque, pour que les habitants des quartiers nord aient le droit de vivre normalement et, d'une manière générale, pour que l'écologie devienne la préoccupation politique majeure du XXI^e siècle.

CHARLIE HEBDO : Comment est né Écoforum ?

VICTOR HUGO ESPINOSA : D'un long processus. Quand je suis arrivé à Marseille, j'ai eu tout de suite tout ce dont j'avais rêvé toute ma vie : une voiture, une maison, le confort, la liberté... Ici, je ne pouvais plus avoir les mêmes rêves qu'au Chili. Donc, j'ai commencé à rêver à autre chose. Je voyais beaucoup de solitude, d'égoïsme... Je me suis dit : il y a un problème. J'ai donc créé une association, qui s'appelait SOS Rire. Une sorte de club du rire, qui s'est transformé peu à peu en lieu de débats plus général. Ça a duré dix ans. Puis je me suis remis à étudier, à me documenter sur les déchets, sur la couche d'ozone... Et j'ai commencé à militer, à faire des conférences. Les associations me téléphonaient pour me demander des conseils, je travaillais pour elles comme ingénieur-conseil. Et j'y ai pris goût. J'ai commencé à donner des conseils techniques. Puis des conseils politiques. Puis des conseils de pressions : démarches, tactiques de lobbying, blocages de routes...

Bref, tu as appris aux associations à semer la pagaille.

Oui, mais d'une façon ordonnée. Justement pour leur éviter de faire n'importe quoi. Ça m'a permis de tisser un réseau. Puis, quand je suis devenu conseiller municipal, je me suis rendu compte que la politique permettait d'agir plus rapidement que l'associatif. J'ai donc décidé de créer un réseau écologiste à quatre couches : une couche associative, une couche scientifique, une couche politique, une couche médiatique.

«MARSEILLE:

Comment as-tu convaincu les politiques de participer à ce réseau ?

D'abord, en les éduquant. En les écoutant parler, je me suis aperçu qu'en matière d'écologie ils n'y connaissent rien. Ils votent des âneries en ne sachant même pas pour quoi ils votent. Donc, je me suis dit : je vais m'occuper d'un élu communiste, qui travaillera sur les autres communistes. Et j'ai invité Annick Boet à mes débats. Ça a marché : à Marseille, les communistes ont voté contre l'incinérateur, alors que partout en France les communistes sont pour, à cause de l'emploi, des travailleurs, etc. Moi tout seul, je n'aurais pas pu y arriver. Et j'ai fait la même chose avec un socialiste, Jean-François Armogathe. Puis, tous les trois, on a travaillé sur l'idée d'un débat plura-

liste, sur l'écologie, l'environnement, le cadre de vie, la santé, dans lequel on ferait venir un homme politique de gauche, un homme politique de droite, un scientifique et une association. Ça dure depuis trois, quatre ans, et maintenant, ça roule tout seul.

Comment qualifierais-tu Écoforum ?

Comme un groupe de pression, d'information et de communication, conduit par

la gauche plurielle, né de l'idée d'un écologiste. On travaille sur le plan d'occupation des sols, le plan de déplacements urbains, les calanques, la pollution de l'air, l'acoustique, la station d'épuration, l'effet de serre, les OGM, l'agriculture raisonnée... Et puis bien sûr les déchets.

C'est un gros problème, à Marseille ?

C'est un problème national, qui se résume à une politique : on fait tout pour l'inci-

nération. À Marseille, en cinq ans, la mairie n'a rien fait pour le recyclage, pas même au niveau éducatif. C'est logique : un incinérateur, ça veut dire des taxes, un certain nombre de liens économiques, il y a Vivendi derrière... Avec l'incinérateur, Vivendi va gagner beaucoup plus et plus vite.

Et promettez à la mairie d'autres investissements ?

Oui. C'est exactement comme l'eau. Plus elle est polluée, plus le traitement pour la rendre potable est énorme. Donc, plus elle va coûter cher et être rentable pour ceux qui nous la vendent. Les déchets, c'est exactement pareil. On installe l'incinérateur, les normes européennes imposent des filtres, donc on met des filtres. Et plus on met de filtres, plus l'incinérateur coûte cher... Le problème, à Marseille, c'est que le débat est déplacé. On ne se demande

pas si l'incinérateur est utile ou efficace, on se demande où on va le placer. La gauche dit oui à Fos et non à Marseille, la droite oui à Marseille et non à Fos. Ça dépend de qui est à la mairie. Ce n'est pas normal. Pour moi, l'écologie politique de gauche, ce n'est pas pareil que l'écologie politique de droite. La gauche, c'est l'homme, la droite, c'est la plante. L'écologie de droite, c'est le jardin dans les quartiers sud et la merde dans les quartiers nord, l'écologie de gauche, c'est le même langage partout. Ce n'est pas de dire : pas d'incinérateur ici, mais un à Fos. Non, ni ici, ni à Fos. Moi, je m'en fous du quartier où les gens vivent. Si les gens de l'avenue Fleming, qui ont des voitures sous le nez vingt-quatre heures sur vingt-quatre, étaient dans un quartier de droite, j'irais aussi les défendre. Mais je n'aurais pas besoin de le faire, car le problème serait réglé depuis longtemps.

Justement, Écoforum, c'est la santé, l'environnement. Et aussi le social ?

Dans toute démarche écologiste, il y a le social. C'est lié. Quand on se bat pour sauvegarder le massif de l'Étoile, dans les quartiers nord, on fait aussi du social : je ne vois pas pourquoi ces gens, parce qu'ils sont pauvres, n'auraient pas, eux aussi, droit à la protection de leurs sites. Ce sont eux qui ont le plus de nuisances, qu'on met à côté de l'autoroute, sans mur anti-bruit. L'écologie, c'est tellement transversal qu'on touche tous les aspects de la société et de l'individu. Il faut que la gestion de la Ville change, qu'on crée des lieux de rencontre, qu'on arrête d'enlever les bancs dans les parcs, de peur que les SDF s'allongent dessus. D'ailleurs, la première démarche écologiste qu'on devrait avoir en France, c'est d'éliminer les SDF. Et on ne peut le faire qu'en faisant de la politique.

Tu ne fais pas partie de ceux qui pensent que la politique est rongée par la corruption ?

Justement, aujourd'hui, il faut que tout le monde fasse de la politique si on veut la nettoyer. La politique peut changer beaucoup de choses, à condition de partager l'expérience. À Tombouctou, il y a peut-être quelqu'un qui peut résoudre un de nos problèmes, et on ne le sait même pas. L'ennui, c'est qu'on pense à une solution une fois que le problème est passé. Prends les inondations de la semaine dernière : on sait que Marseille est une ville bétonnée et que son réseau d'égouts est trop vieux. Donc, en cas de pluies diluviennes, c'est la catastrophe. On pourrait créer des cartes de « zones à risques », consultables par tous sur Internet et dans les mairies, et informer les citoyens dès que l'alerte de Météo-France est donnée. On le fait bien pour la pollution atmosphérique. La ville a des panneaux lumineux, elle peut s'en servir. On peut aussi demander aux services de la voirie de dégager les principaux points d'engorgements obstrués par les papiers, les plastiques. On pourrait avoir une fréquence radio « catastrophe », qui informerait les automobilistes des lieux inondés, qui servirait de radio-guidage pour les personnes devant se déplacer d'un point à un autre... Ça n'empêchera pas l'eau de tomber, mais ça limiterait les dégâts.

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRARD BIARD

NE PAS TRIER LES DÉCHETS, ÇA VEUT DIRE CONSTRUIRE DES INCINÉRATEURS GÉRÉS PAR VIVENDI...

...QUI A INTÉRÊT À CE YAIT LE MAXIMUM D'INCINÉRATION PUISQUE DÉPOLLUTION EST UN MARCHÉ

MAIS LE RECYCLAGE, C'EST AUSSI UN MARCHÉ QUI FERA LA FORTUNE D'UN AUTRE VIVENDI

ET POURQUOI JE SERAIS PAS PAYÉE POUR TRIER LES DÉCHETS ?

MAISE DE JARDIN EN PLASTIQUE C'EST À ÉLIMINER, POSSIBLE REPARER

TRIER LES DÉCHETS, C'EST PAS ÇA QUI EMPÊCHERA LES INDUSTRIELS DE NOUS IMPOSER DES MFRNES INUTILES QUI FINIRONT À LA ROUBELLE.

ÊTRE CITOYEN, CE N'EST PAS SAVOIR TRIER DES DÉCHETS C'EST ÉVITER D'EN ACHETER!

COMPOST DE CONSOMMATEURS

